Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 87/24 - IX – CIV

Audience publique du vingt-quatre octobre deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2018-00974 et CAL-2019-00752 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Claudine ELCHEROTH conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

I.
Entre :

l'association sans but lucratif **SOCIETE1.)**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes des exploits de l'huissier de justice Patrick MULLER de Diekirch du 3 octobre 2018 et de l'huissier de justice suppléant Laura GEIGER, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO de Luxembourg du 9 octobre 2018,

comparant par Maître François TURK, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

et :

- 1) la société anonyme **SOCIETE2.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prédit exploit GEIGER du 9 octobre 2018,

comparant par Maître Joël DECKER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch,

- 2) le **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE ALIAS1.)**, sise à L-ADRESSE3.), représenté par son syndic actuellement en fonctions,

intimé aux fins du prédit exploit MULLER du 3 octobre 2018,

comparant par Maître Jean MINDEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 3) la société anonyme **SOCIETE3.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE4.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prédit exploit GEIGER du 9 octobre 2018

comparant par la société à responsabilité limitée F&F LEGAL, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par *Maître Tom FELGEN*, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 4) la société anonyme **SOCIETE4.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO5.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prédit exploit MULLER du 3 octobre 2018

comparant par Maître André HARPES, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

**II.
E n t r e :**

la société anonyme **SOCIETE2.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appellante aux termes des exploits de l'huissier de justice Patrick MULLER de Diekirch du 24 juin 2019 et de l'huissier de justice suppléant Laura GEIGER, en

remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO de Luxembourg du 25 juin 2019,

comparant par Maître Joël DECKER, avocat à la Cour, demeurant à Diekirch,
et :

- 1) l'association sans but lucratif **SOCIETE1.)**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prêt exploit GEIGER du 25 juin 2019

comparant par Maître François TURK, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 2) le **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE ALIAS1.)**, sise à L-ADRESSE3.), représenté par son syndic actuellement en fonctions,

intimé aux fins du prêt exploit MULLER du 24 juin 2019

comparant par Maître Jean MINDEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 3) la société anonyme **SOCIETE3.) SA**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE4.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prêt exploit GEIGER du 25 juin 2019

comparant par la société à responsabilité limitée F&F LEGAL, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Tom FELGEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 4) la société anonyme **SOCIETE4.) SA**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO5.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prêt exploit MULLER du 24 juin

comparant par Maître André HARPES, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Les antécédents de procédure

Par exploit d'huissier de justice du 26 novembre 2009, le SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES DE LA RÉSIDENCE ALIAS1.) (ci-après le SYNDICAT) fit donner assignation à la société anonyme SOCIETE3.) SA (ci-après SOCIETE3.)), en sa qualité de promoteur-vendeur de la résidence ALIAS1.), et à la société coopérative de droit belge SOCIETE5.) (ci-après SOCIETE5.)), en sa qualité d'assureur de SOCIETE3.), aux fins de les voir condamner solidairement, sinon in solidum, à réaliser à leurs frais, endéans un délai d'un mois suivant la signification du jugement, sous la surveillance d'un expert et sous peine d'une astreinte de 1.000.- euros par jour de retard, les travaux de remise en état des problèmes affectant l'étanchéité des balcons de la résidence ALIAS1.), sinon à se voir autoriser à faire effectuer les travaux en question à leurs frais par un corps de métier de son choix.

Il demanda également à voir condamner SOCIETE3.) et SOCIETE5.) solidairement, sinon in solidum, au paiement d'une indemnité de procédure de 2.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile ainsi qu'aux frais et dépens de l'instance.

La demande était basée sur l'article 1646-1 du Code civil en ce qu'elle fut dirigée contre SOCIETE3.) tandis qu'à l'égard de SOCIETE5.), le SYNDICAT exerça l'action directe telle que prévue par l'article 89 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance.

SOCIETE3.), de son côté, demanda, sur base d'un contrat de garantie conclu entre parties, à voir condamner SOCIETE5.) à la tenir quitte et indemne de toute condamnation prononcée, le cas échéant, à son encontre.

Par exploit d'huissier de justice du 25 mai 2010, SOCIETE3.) fit donner assignation à la société anonyme SOCIETE4.) SA (ci-après SOCIETE4.)), en sa qualité de sous-traitant chargé de l'exécution des travaux de carrelage et d'isolation des balcons de la résidence ALIAS1.), aux fins de la voir condamner à la tenir quitte et indemne de toute condamnation prononcée, le cas échéant, à son encontre dans le cadre de l'affaire précédente.

Elle demanda également à voir condamner SOCIETE4.) au paiement d'une indemnité de procédure de 2.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile ainsi qu'aux frais et dépens de l'instance y compris les frais de l'expertise ordonnée en référé.

La demande était basée, à titre principal, sur les articles 1792 et 2270 du Code civil, et, à titre subsidiaire, sur les articles 1142 et suivants de ce code.

Par jugement n° 82/2012 du 29 juin 2012, le tribunal d'arrondissement de Diekirch reçut les demandes, et, avant tout autre progrès en cause, ordonna une

visite des lieux en présence de l'expert Romain FISCH, nommé par ordonnance de référé n° 17/2010 du 26 janvier 2010.

Dans le cadre de la mission lui confiée, l'expert Romain FISCH, établit un rapport d'expertise daté du 2 décembre 2010, un compte-rendu de la visite des lieux du 26 février 2010, et dressa des courriers complémentaires en date des 31 décembre 2012 et 28 mai 2013.

Par exploit d'huissier de justice du 11 juin 2013, SOCIETE5.) fit donner assignation à l'association sans but lucratif SOCIETE1.) (ci-après SOCIETE1.), en sa qualité d'organisme chargé du contrôle technique des gros ouvrages lors de la construction de la résidence ALIAS1.) par SOCIETE3.) en vertu d'une convention du 27 juin 2000, aux fins de la voir condamner à la tenir quitte et indemne de toute condamnation prononcée, le cas échéant, à son encontre.

Elle demanda encore, sous le bénéfice de l'exécution provisoire, à voir condamner SOCIETE1.) au paiement d'une indemnité de procédure de 2.000.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile ainsi qu'aux frais et dépens de l'instance.

La demande était basée sur les articles 1382 du 1383 du Code civil.

Par jugement n° 86/2015 du 16 juin 2015, le tribunal d'arrondissement de Diekirch, statuant en continuation du jugement n° 82/2012 du 19 juin 2012, et sur base des conclusions entérinées de l'expert Romain FISCH :

- déclara fondée la demande du SYNDICAT à l'égard de SOCIETE3.) sur base de la garantie décennale telle qu'instaurée par les articles 1646-1, 1792 et 2270 du Code civil en raison de désordres affectant le gros-œuvre tels que les balcons, la façade et l'intérieur des appartements de la résidence ALIAS1.) ainsi que de dégradations subséquentes se présentant notamment au niveau des garde-corps et des volets roulants,
- condamna SOCIETE3.) à réaliser à ses frais les travaux de remise en état préconisés par l'expert Romain FISCH sur tous les balcons de la résidence ALIAS1.), suivant les instructions et sous la surveillance de ce dernier, endéans un délai de six mois à compter de la signification du jugement,
- dit qu'il n'y avait pas lieu d'assortir l'exécution des travaux de remise en état d'une astreinte,
- autorisa le ORGANISATION1.) à faire effectuer, en cas de défaillance de SOCIETE3.), aux frais de cette dernière, les travaux de remise en état en question par des corps de métier de son choix,
- sursit à statuer sur la demande du SYNDICAT à l'égard de SOCIETE5.),
- sursit à statuer sur la demande en garantie formulée par SOCIETE3.) à l'égard de SOCIETE5.),

- déclara partiellement fondée la demande en garantie formulée par SOCIETE3.) à l'égard de SOCIETE4.) sur base des articles 1792 et 2270 du Code civil,
- dit que SOCIETE4.), liée à SOCIETE3.) par un contrat d'entreprise immobilière et ayant commis des fautes et négligences de différents ordres dans le cadre de l'exécution de son travail (dont notamment l'exécution fautive et non conforme aux règles de l'art de l'étanchéité des balcons de la résidence ALIAS1.), violation d'obligations de conseil et d'information) devait tenir quitte et indemne SOCIETE3.) de la condamnation intervenue à concurrence de la moitié,
- sursit à statuer sur la demande en garantie formulée par SOCIETE5.) à l'égard de SOCIETE1.),
- condamna SOCIETE3.) à payer au SYNDICAT une indemnité de procédure de 3.000.- euros,
- débouta SOCIETE3.) de sa demande en indemnité de procédure à l'égard de SOCIETE4.), de même que SOCIETE4.) de sa demande en indemnité de procédure à l'égard de SOCIETE3.).

Par jugement du 3 juillet 2018, le tribunal d'arrondissement de Diekirch, statuant en continuation du jugement n° 86/2015 du 16 juin 2015 et au vu de la requête en reprise d'instance de la société anonyme SOCIETE2.) SA (ci-après SOCIETE2.)), en sa qualité de repeneur du portefeuille « Non-vie » de SOCIETE5.) :

- dit que SOCIETE2.) devait tenir quitte et indemne SOCIETE3.) et SOCIETE4.),
 - condamna SOCIETE2.) in solidum avec SOCIETE3.) à réaliser, respectivement à faire réaliser, les travaux de remise en état ordonnés dans le jugement n° 86/2015 du 16 juin 2015 et ceci suivant les modalités et conditions y spécifiées,
 - condamna SOCIETE2.) in solidum avec SOCIETE3.) au paiement de l'indemnité de procédure prononcée dans le jugement n° 86/2015 du 16 juin 2015 en faveur du ORGANISATION1.),
 - reçut la demande en garantie de SOCIETE2.),
 - rejeta le moyen d'irrecevabilité de la demande tiré de la prescription de l'article 189 du Code de commerce,
 - dit que SOCIETE1.) devait tenir quitte et indemne SOCIETE2.),
 - débouta les parties de leurs demandes basées sur l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,
- et condamna SOCIETE3.), SOCIETE4.) et SOCIETE2.) in solidum aux frais et dépens de l'instance.

Le 20 aout 2018, le ORGANISATION1.) fit signifier ce dernier jugement à SOCIETE2.).

Par actes d'huissier des 3 et 9 octobre 2018, SOCIETE1.) fit interjeter appel contre les jugements de 2015 et 2018, afin de voir l'assignation en intervention la visant déclarée irrecevable pour prescription, en application de l'article 189 du Code de commerce et des articles 1792 et 2270 du Code civil, sinon pour se voir décharger de toute condamnation, alors qu'elle n'aurait commis ni faute, ni négligence dans le cadre de sa mission de contrôle, que la SOCIETE2.) n'aurait pas établi avoir souscrit la police en vertu de son rapport, que l'assureur s'étant trompé sur l'appréciation du risque à assurer, il ne saurait être condamné, que le contrat d'assurance serait nul en application de l'article 12 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurances et dès lors, SOCIETE2.) serait à décharger et sa demande en intervention visant SOCIETE1.) non fondée.

SOCIETE1.) prétendit également interjeter appel incident aux fins de voir condamner SOCIETE3.) et SOCIETE4.) à la tenir quitte et indemne sur la base contractuelle, sinon délictuelle. Les intimés devraient lui verser 1.500.- euros pour la première et 2.000.- euros pour la deuxième instance au titre de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Dans ses conclusions récapitulatives du 10 novembre 2022, elle conclut encore au rejet de la demande indemnitaire du ORGANISATION1.).

Par actes d'huissier des 24 et 25 juin 2019, SOCIETE2.) fit à son tour interjeter appel aux fins de voir déclarer non fondées les demandes dirigées contre elle, voir dire la police d'assurance nulle, sinon le dommage invoqué exclu et ainsi se voir déchargée. Les intimés devraient lui verser 2.000.- euros pour la première et 3.000.- euros pour la deuxième instance au titre de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile. Subsidiairement, le jugement serait à confirmer en ce que SOCIETE1.) devrait la tenir quitte et indemne et plus subsidiairement il y aurait lieu de procéder à un partage des coûts et de laisser ceux du revêtement plus couteux à charge du ORGANISATION1.).

Par arrêt du 6 juillet 2023, la Cour d'appel a

- dit l'appel de SOCIETE1.) recevable en ce qu'il est dirigé contre SOCIETE2.) et irrecevable pour le surplus, motif pris que SOCIETE1.) était attrait au litige par SOCIETE2.) et n'avait pas conclu contre les autres parties ni n'avait fait l'objet d'une demande de leur part,
- dit les demandes nouvelles de SOCIETE1.) à l'encontre de SOCIETE3.) et de SOCIETE4.) tendant à se faire tenir quittes et indemnes, irrecevables,
- dit les appels principal et incident de SOCIETE2.) irrecevables, le premier pour être tardif et le second (i) en ce qu'il vise le jugement du 16 juin 2015 ayant sursis à statuer sur les volets la concernant et (ii) en ce qu'il vise le jugement du 3 juillet 2018, pour en qui concerne SOCIETE1.), être dirigé contre un motif du jugement du 3 juillet 2018 (qui n'a pas retenu d'obligation de résultat) duquel elle ne tira aucun grief, sa prétention à l'égard de cette partie ayant été adjugée et en ce qui

concerne SOCIETE3.), le SYNDICAT et SOCIETE4.), pour se greffer sur l'appel principal de SOCIETE1.), devant suivre le même sort à défaut de pouvoir faire valoir une indivisibilité propre,

- dit l'appel incident de SOCIETE3.), visant le fait que pour SOCIETE1.) la qualité de constructeur soumis à une obligation de résultat n'a pas été retenue, irrecevable, à défaut d'intérêt ou d'indivisibilité car visant un motif dans un litige n'opposant pas ces deux parties, et
- avant tout autre progrès en cause, révoqué l'ordonnance de clôture du 5 avril 2023 pour permettre aux parties de compléter l'instruction quant à l'impact des irrecevabilités retenues sur le litige, et les a invitées à conclure sur la demande de SOCIETE1.) tendant à voir décharger SOCIETE2.) de sa condamnation ainsi que sur la demande de partage de cette dernière,
- réservé le surplus et les frais.

L'instruction a une nouvelle fois été clôturée par ordonnance du 29 mars 2024 à l'égard de la partie SOCIETE2.) et par ordonnance du 13 juin 2024 à l'égard de toutes les parties et les mandataires des parties ont été informés que l'affaire serait plaidée à l'audience du 18 septembre 2024. L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Discussion

Concernant les questions posées par l'arrêt du 6 juillet 2023, **SOCIETE4.)**, par voie de conclusions du 6 novembre 2023, précisant qu'elle maintient l'ensemble des arguments développés dans ses conclusions récapitulatives notifiées le 14 mars 2023, demande à la Cour de déclarer irrecevables sinon non fondées la demande de SOCIETE1.) tendant à voir décharger SOCIETE2.) de sa condamnation, ainsi que la demande de partage des coûts de cette dernière ; subsidiairement de déclarer l'appel de SOCIETE1.) non fondé et de confirmer partiellement les jugements des 16 juin 2015 et 3 juillet 2018 ; de débouter SOCIETE1.) et SOCIETE2.) de leurs demandes en allocation d'une indemnité de procédure et en paiement des frais et dépens ; de condamner chacune de ces parties à lui payer une indemnité de procédure de 2.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Elle conclut à l'irrecevabilité de la demande de partage des coûts de remise en état de SOCIETE2.) pour être imprécise et obscure et de ce fait contrevenir à l'article 154 du Nouveau Code de procédure civile, ainsi qu'à l'irrecevabilité de l'appel de SOCIETE1.) en ce qu'elle demande à décharger SOCIETE2.) de la condamnation prononcée contre elle, en application de l'adage « Nul ne plaide par procureur ». Elle soulève également l'exception du défaut de qualité à agir dans le chef de SOCIETE1.), au regard du principe de l'effet relatif des conventions, SOCIETE1.) n'étant pas partie au contrat d'assurance liant SOCIETE2.) et SOCIETE3.).

SOCIETE4.) en déduit que l'appel de SOCIETE1.) serait à déclarer irrecevable sinon non fondé pour autant qu'il se dirige à son encontre.

L'argumentation de SOCIETE2.) dans ses dernières écritures du 12 décembre 2022 tendant à déclarer l'appel de SOCIETE1.) recevable serait également à écarter en vertu du même principe « Nul ne plaide par procureur ».

Toujours en raison du même principe, qui implique que l'on ne pourrait agir en justice que pour son propre intérêt, SOCIETE4.) ne pourrait se prononcer davantage sur les demandes de SOCIETE1.) formulées à l'égard de SOCIETE2.).

A titre subsidiaire et quant au fond, SOCIETE4.), en se référant à l'arrêt de la Cour du 6 juillet 2023 ayant déclaré l'appel de SOCIETE2.) irrecevable pour avoir été introduit tardivement, plaide que le jugement du tribunal d'arrondissement de Diekirch du 3 juillet 2018 serait coulé en force de chose jugée, en ce sens que la condamnation de SOCIETE2.) à tenir SOCIETE4.) quitte et indemne aurait acquis autorité de chose jugée et ne pourrait être remis en cause par l'appel de SOCIETE1.) tendant à voir décharger SOCIETE2.).

Dans ses écritures du 16 novembre 2023, **SOCIETE1.)** demande à la Cour de déclarer l'assignation en intervention du 11 juin 2013 dirigée par SOCIETE2.) à son égard irrecevable pour cause de prescription en application de l'article 189 du Code de commerce ainsi que des articles 1792 et 2270 du Code civil ; subsidiairement quant au fond : de confirmer le jugement du 3 juillet 2018 en ce qu'il a retenu qu'elle était tenue d'une obligation de moyens, de débouter SOCIETE2.) de sa demande à être tenue quitte et indemne de toutes condamnations et de décharger SOCIETE1.) de toutes condamnations prononcées à son égard ; en tout état de cause celle prononcée par le jugement du 3 juillet 2018, pour absence de causalité entre ses agissements et le préjudice de SOCIETE2.).

Elle maintient que SOCIETE2.) aurait mal apprécié le risque à assurer sur base de déclarations incomplètes lui données par son assurée SOCIETE3.), précisant qu'elle n'aurait commis aucune faute contractuelle et aurait remis tous les rapports qu'elle a établis à son contractant SOCIETE3.) et concluant qu'elle n'en saurait être tenue responsable si SOCIETE3.) avait sélectionné les rapports continués à SOCIETE2.). Selon elle, SOCIETE2.) aurait été condamnée en raison de sa propre négligence de ne pas avoir sollicité tous les rapports à SOCIETE3.), ce qui aurait permis à l'assureur d'apprécier s'il souhaitait accorder la garantie ou non ou à tout le moins de faire des réserves spécifiques sur les points soulevés par SOCIETE1.), points concernés par ce litige, conformément à l'article 5L) de la convention d'assurance.

L'appelante poursuit que SOCIETE2.) aurait, dans le cadre de sa défense contre SOCIETE4.) et SOCIETE3.), omis (i) d'invoquer la nullité du contrat d'assurance sur base de l'article 12 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance pour omission de son assuré de produire tous les rapports, induisant l'assureur en erreur sur appréciation du risque et (ii) de plaider, en cas d'omission non intentionnelle ayant induit en erreur l'assureur, qu'elle serait fondée à limiter la prestation à la prime payée, conformément à l'article 13 de la même loi. Par voie de conséquence, SOCIETE2.) aurait été déchargée de toute condamnation

et le recours contre SOCIETE1.) aurait été déclaré sans objet, sinon tout au plus fondé pour le montant de la prime.

Pour le surplus, il y aurait lieu de confirmer la décision de première instance en ce qu'elle a retenu une obligation de moyens dans le chef de SOCIETE1.), décision qui sur ce point aurait acquis autorité de chose jugée, les appels interjetés par les parties adverses ayant été déclarés irrecevables.

Le **ORGANISATION1.)** expose dans ses conclusions du 27 novembre 2023, qu'il ne serait pas concerné par la demande de SOCIETE1.) tendant à voir décharger SOCIETE2.) de sa condamnation ni par la demande de partage de celle-ci et qu'il aurait été embarqué sans raison dans une procédure d'appel initiée par SOCIETE1.) et ensuite par SOCIETE2.), les deux appels ayant été déclarés irrecevables pour autant qu'ils étaient dirigés contre lui.

Il demande en conséquence la condamnation de SOCIETE1.) et de SOCIETE2.) à lui payer chacune une indemnité de procédure de 3.000.- euros et à supporter solidairement sinon in solidum tous les frais et dépens de l'instance d'appel.

SOCIETE3.) demande, par voie de conclusions du 15 décembre 2023, de débouter SOCIETE1.) de sa demande tendant à décharger SOCIETE2.) de sa condamnation ; de dire que cette demande ne peut avoir d'effet sur ce qui a été tranché par le jugement du 3 juillet 2018, soit la condamnation de SOCIETE2.) de tenir quitte et indemne SOCIETE3.) ; de débouter SOCIETE2.) de sa demande tendant au partage des coûts entre les parties ; de débouter SOCIETE1.) et SOCIETE2.) de leurs demandes en allocation d'une indemnité de procédure et en condamnation aux frais et dépens, ainsi que de condamner SOCIETE1.) et SOCIETE2.) à lui payer chacune une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et à supporter solidairement sinon in solidum tous les frais et dépens de la présente instance.

Précisant que toutes les demandes pouvant être formulées à son encontre auraient été déclarées irrecevables par l'arrêt du 6 juillet 2023, SOCIETE3.) conclut à voir dire irrecevable sinon non fondée la demande formulée à titre très subsidiaire par SOCIETE2.) en ce qu'elle est dirigée à son égard, demande qui n'aurait plus de raison d'être.

En ce qui concerne la demande à voir décharger SOCIETE2.) formulée par SOCIETE1.), elle considère que l'appel de SOCIETE1.) aurait été déclaré irrecevable en ce qu'il est dirigé à son encontre et que l'appel de SOCIETE2.) tendant à voir déclarer les demandes formulées à son égard non fondées, aurait également été déclaré irrecevable. SOCIETE2.) aurait été condamnée à tenir quitte et indemne SOCIETE3.) et SOCIETE4.) par le jugement du 3 juillet 2018 et cette condamnation ne pourrait donc plus être remise en cause.

SOCIETE3.) en déduit que les points restant à trancher ne pourraient avoir pour effet de modifier ce qui a d'ores et déjà été retenu par les jugements de première instance à son égard et elle se rapporte pour le surplus à ses précédents écrits.

SOCIETE2.) n'a pas notifié de conclusions supplémentaires suite à l'arrêt de la Cour du 6 juillet 2023.

Appréciation de la Cour

Délimitation du litige

A titre liminaire, il y a lieu de circonscrire le litige aux points non encore tranchés par l'arrêt du 6 juillet 2023.

Après examen dudit arrêt, il appert que la Cour reste actuellement saisie du mérite :

* de la demande en garantie de SOCIETE2.) dirigée à l'encontre de SOCIETE1.), objet de l'appel principal de SOCIETE1.) déclaré recevable par ledit arrêt en ce qu'il est dirigé contre SOCIETE2.),

* de la demande de SOCIETE2.) tendant à un partage des coûts de réfection, points pour lesquels une instruction complémentaire a été ordonnée et qu'il convient d'examiner au regard de la configuration du litige résultant des irrecevabilités retenues.

Les autres demandes ayant fait l'objet des débats entre les différentes parties au litige, ayant mené aux jugements des 16 juin 2015 et 3 juillet 2018 sont compte tenu et dans la mesure des irrecevabilités des appels principaux et incidents de SOCIETE1.), de SOCIETE2.) et de SOCIETE3.), prononcées par l'arrêt du 6 juillet 2023, actuellement définitivement tranchées.

Dans le but d'être précise, la Cour rappelle qu'il s'agit des points suivants :

- la demande principale du SYNDICAT visant la réparation en nature et l'exécution des travaux de remise en état de tous les balcons de la résidence ALIAS1.), tels que préconisés par l'expert judiciaire Romain FISCH, par SOCIETE3.), dans un délai de six mois à compter de la signification du jugement du 16 juin 2015 et suivant les instructions et sous la surveillance de l'expert, est fondée,
- à défaut d'exécution desdits travaux dans le délai imparti, le SYNDICAT est autorisé à faire effectuer les travaux de remise en état par des corps de métier de son choix, les frais afférents étant récupérables sur simple présentation des factures des corps de métier y employés,
- SOCIETE4.) est tenue de tenir quitte et indemne SOCIETE3.) de la condamnation intervenue au profit du ORGANISATION1.) à concurrence de la moitié,
- SOCIETE2.) est tenue de tenir quitte et indemne SOCIETE3.) et SOCIETE4.),
- SOCIETE2.) est condamnée *in solidum* avec SOCIETE3.) à réaliser les travaux de remise en état détaillés dans le jugement du 16 juin 2015.

La demande en intervention de SOCIETE2.) à l'encontre de SOCIETE1.)

Quant au moyen de forclusion basé sur les articles 1792 et 2270 du Code civil

En instance d'appel, SOCIETE1.) soulève la « prescription » de l'action de SOCIETE2.) en application des articles 1792 et 2270 du Code civil, en arguant que l'intimée lui reprocherait une faute contractuelle dans ses relations avec SOCIETE3.), faute qui aurait cependant été prescrite au moment de l'assignation en intervention du 11 juin 2013, le délai de garantie décennale ayant été dépassé.

Dans ses conclusions du 12 décembre 2022, SOCIETE2.) se rapporte à prudence de justice en ce qui concerne la recevabilité de ce moyen soulevé pour la première fois en appel. En ce qui concerne le bien-fondé du moyen, elle argumente qu'il n'existerait aucune relation contractuelle entre SOCIETE1.) et elle-même, de sorte qu'au vœu de l'effet relatif des contrats, les prescriptions abrégées en matière de contrat d'entreprise ne pourraient lui être opposées.

S'il est vrai qu'il ne peut, suivant l'article 592 du Nouveau Code de procédure civile, être formé de demande nouvelle en cause d'appel, cette interdiction ne s'applique qu'aux demandes à proprement parler, c'est-à-dire au bénéficiaire qu'entend obtenir une partie de son action.

Les moyens nouveaux étant toujours recevables en instance d'appel, l'irrecevabilité de l'article prémentionné ne saurait être opposée au moyen tiré de la forclusion des articles 1792 et 2270 du Code civil soulevé par SOCIETE1.).

En ce qui concerne l'applicabilité des articles 1792 et 2270 du Code civil à l'action de SOCIETE2.) dirigée à l'encontre de SOCIETE1.), il convient de rappeler que les groupes de contrats correspondent à la situation dans laquelle deux ou plusieurs contrats sont liés entre eux de telle sorte que les événements affectant l'un, peuvent avoir un effet sur les autres.

La jurisprudence luxembourgeoise retient dans cette matière qu'en cas de chaînes de contrats translatifs de propriété, qui réalisent la transmission d'une chose entre les différents membres d'une chaîne, que les contrats soient homogènes (ex.: ventes) ou hétérogènes (ex.: vente et louage d'ouvrage), l'action en responsabilité entre les membres du groupe est de nature contractuelle et est transmise accessoirement à la chose, tandis que dans l'hypothèse de groupes de contrats n'emportant pas transmission de la propriété d'une chose (ex.: action du maître de l'ouvrage contre le sous-traitant de l'entrepreneur, chaîne formée d'une location et d'une sous-location), l'action est de nature délictuelle (cf. G. Ravarani, La responsabilité civile des personnes privées et publiques 3^e éd., n°495 et suiv.).

En l'espèce, si l'on est bien en présence d'un groupe de contrats entre les différents intervenants au chantier de la résidence ALIAS1.), force est toutefois de relever d'une part, qu'aucun rapport contractuel n'existe entre SOCIETE1.) et SOCIETE2.), qui n'établit pas être subrogée dans les droits de SOCIETE3.), ni d'ailleurs ceux du SYNDICAT, et d'autre part, que dans le cadre d'un contrat de services conclu entre un promoteur et un organisme chargé du contrôle

technique de l'exécution des ouvrages, comme en l'espèce, aucun transfert de propriété ne s'opère.

Il s'ensuit que SOCIETE2.) ne dispose pas d'une action contractuelle à l'égard de SOCIETE1.) et que le régime des articles 1792 et 2270 du Code civil ne trouve pas application dans les relations entre ces parties.

Le moyen de forclusion soulevé par SOCIETE1.) fondé sur lesdites dispositions n'est en conséquence pas donné.

Quant au moyen de prescription fondé sur l'article 189 du Code de commerce

SOCIETE1.) critique les juges de première instance d'avoir écarté son moyen de prescription tiré de l'article 189 du Code de commerce, au motif qu'il n'existerait pas de relations contractuelles sinon commerciales entre SOCIETE2.) et elle. Contrairement au raisonnement du tribunal, l'action de SOCIETE2.) puiserait sa source dans le contrat liant SOCIETE1.) et SOCIETE3.), aux droits de laquelle SOCIETE2.) se trouverait subrogée et ladite disposition générale serait d'ailleurs applicable à toute obligation née entre des parties dont une seule est commerçante. Le délai de dix ans aurait commencé à courir le 20 septembre 2002, date du rapport critiqué, en ce sens que l'action aurait été prescrite au moment de l'assignation intervention du 11 juin 2013.

SOCIETE2.) conclut à la confirmation du jugement du 3 juillet 2018 sur ce point et ajoute, dans l'hypothèse où son action serait soumise à la prescription décennale, que le point de départ du délai de prescription ne pourrait être fixé au jour de la réception des travaux à laquelle elle n'aurait pas participé, mais se situerait au plus tôt au jour de l'assignation en référé du 26 novembre 2009, par application de l'adage *contra non valentem agere non currit praescriptio*.

Par l'introduction de l'article 189 du Code de commerce aux termes duquel « *les obligations nées à l'occasion de leur commerce entre commerçants ou entre commerçants et non-commerçants se prescrivent par dix ans si elles ne sont pas soumises à des prescriptions spéciales plus courtes* », le législateur a substitué comme prescription de droit commun en matière commerciale, la prescription décennale à la prescription trentenaire maintenue en matière civile.

La prescription décennale est normalement applicable à toutes les obligations nées entre les parties dont une seule est commerçante à condition qu'elles soient nées à l'occasion du commerce de la partie commerçante.

Autrement dit, l'article 189 du Code de commerce est une disposition générale qui s'applique de manière uniforme à toutes les obligations nées à l'occasion du commerce d'un commerçant, quelle que soit leur nature contractuelle ou délictuelle, commerciale ou civile, quelle que soit sa qualité de créancier ou de débiteur et quelle que soit la qualité de son cocontractant, commerçant ou non-commerçant (cf. Encyclopédie Dalloz, Répertoire de Droit commercial, v° Prescription, par Philippe Casson, mars 2021 (actualisation mai 2024), n°58).

SOCIETE2.) étant commerçante et l'obligation en cause, à savoir la prise en charge en sa qualité d'assureur du promoteur SOCIETE3.) des coûts de réfection des dégâts affectant la résidence ALIAS1.), étant née à l'occasion de son commerce, la prescription décennale de l'article 189 du Code de commerce trouve, contrairement à ce qui fut retenu par le jugement entrepris, à s'appliquer à la demande en garantie dirigée par elle à l'encontre de SOCIETE1.).

La prescription éteignant moins l'obligation elle-même que la faculté d'en demander la sanction en justice, le point de départ du délai de prescription décennale de l'article 189 du Code de commerce est le jour où l'obligation peut être mise à exécution par une action en justice. Si, en règle générale, cette prescription court à dater de la révélation du désordre, elle ne court pour l'appel en garantie en cas de sous-traitance qu'à partir du moment où l'entrepreneur principal a lui-même été assigné par le maître de l'ouvrage, ce pour la raison que l'entrepreneur principal est empêché d'agir en garantie contre le sous-traitant aussi longtemps qu'il n'a pas lui-même été assigné par le maître de l'ouvrage, aux fins de paiement ou d'exécution de l'obligation en nature

Le même raisonnement doit être appliqué lorsque comme en l'espèce, l'assureur du promoteur appelle en garantie un sous-traitant de son assuré sur le fondement des règles de la responsabilité délictuelle.

Dans la mesure où l'assignation donnée par le SYNDICAT à SOCIETE3.) et SOCIETE5.), actuellement SOCIETE2.), date du 26 novembre 2009, celle-ci a valablement pu agir contre et appeler en garantie SOCIETE1.) en date du 11 juin 2013.

Le jugement entrepris est partant à confirmer en ce qu'il a rejeté le moyen de prescription tiré de l'article 189 du Code de commerce, quoique pour d'autres motifs.

Au fond

La demande tendant à voir décharger SOCIETE2.)

Tel que la Cour l'a relevé ci-avant, les prétentions de SOCIETE1.) sont à examiner en tenant compte de l'incidence des irrecevabilités des différents appels retenues par l'arrêt du 6 juillet 2023 et des questions définitivement tranchées par les jugements de première instance.

En l'occurrence, si le terme « autorité de chose jugée » est en principe employé pour renvoyer à la fin de non-recevoir tirée de l'article 1351 du Code civil, qui a une finalité purement procédurale, la notion de « chose jugée » doit être comprise comme l'objet, le résultat du jugement. Une fois les voies de recours suspensives clôturées, le contenu d'une décision de justice se trouve solidement ancré dans l'ordonnancement juridique, il devient irrévocable. Le contenu d'une décision de justice irrévocable s'impose donc aux parties et ne saurait faire l'objet d'une remise en cause, même indirecte. L'efficacité substantielle de la décision devient par l'effet de l'irrévocabilité, intangible (cf. Encyclopédie Dalloz, Répertoire de

Procédure civile, v° Chose jugée, par Cédric Bouty, mars 2018 (actualisation mai 2024) n°273).

D'autre part, si une décision ne peut produire d'effets et n'a autorité que vis-à-vis des parties, il reste que les tiers doivent respecter la situation juridique issue de la décision : celle-ci est donc opposable aux tiers. Cette opposabilité absolue des décisions de justice a souvent été exprimée par les termes d'« autorité absolue de la chose jugée ». Il est admis de nos jours que toutes les décisions de justice ont une opposabilité absolue et une autorité relative de la chose jugée (cf. Jurisclasseur procédure civile, fasc. 900-30, Autorité de la chose jugée au civil sur le civil, n° 151 et 152).

La Cour rappelle que par le jugement du 3 juillet 2018, SOCIETE2.) a, sur base de la convention d'assurance conclue avec SOCIETE3.), été condamnée *in solidum* avec SOCIETE3.) à la réalisation des travaux de réfection préconisés par l'expert FISCH, ainsi qu'à tenir quittes et indemnes SOCIETE3.) et SOCIETE4.) de toute condamnation prononcée à leur rencontre.

Il appert encore de l'examen des jugements des 16 juin 2015 et 3 juillet 2018 que pour arriver à cette conclusion, le tribunal a écarté toutes les causes d'exclusion de garantie invoquées (clauses 5H), 5A) et 5L)) et a rejeté les moyens de nullité du contrat d'assurance (articles 10 et 9 du contrat).

Les appels principal et incident de SOCIETE2.) ayant été déclarés irrecevables par l'arrêt du 6 juillet 2023, la condamnation de SOCIETE2.) au profit du ORGANISATION1.), de SOCIETE3.) et de SOCIETE4.) est actuellement devenue définitive.

Il découle des principes dégagés ci-dessus que la portée de cette décision définitive, rendue dans les litiges opposant SOCIETE2.) au ORGANISATION1.), respectivement à SOCIETE3.) et à SOCIETE4.), ne saurait être modifiée suite à un réexamen, même par voie indirecte, par la Cour.

L'obligation à garantie dans le chef de SOCIETE2.) étant acquise, la demande de SOCIETE1.) tendant à voir décharger SOCIETE2.) de sa condamnation est à écarter sans qu'il y ait lieu d'analyser autrement les développements des différentes parties au litige à ce sujet.

La responsabilité de SOCIETE1.)

Pour rappel, SOCIETE2.) entend engager la responsabilité délictuelle de SOCIETE1.) en raison de manquements que cette dernière aurait commis dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle technique lors de la construction de la résidence ALIAS1.), mission lui confiée par la société SOCIETE3.) en vertu d'une convention du 27 juin 2000 intitulée « convention de contrôle technique - garantie décennale - gros ouvrages clos ». En particulier, elle reproche à SOCIETE1.) d'avoir, malgré l'existence de différents défauts de conception de l'étanchéité et des balcons de la résidence relevés par l'expert Romain FISCH et qu'en présence d'une exécution non conforme aux règles de l'art desdits travaux,

émis un avis favorable lors de la réception finale du chantier sans émettre la moindre réserve.

La Cour constate d'abord que le jugement déféré du 3 juillet 2018 n'est pas critiqué en ce qu'il a retenu que le tiers à un contrat peut invoquer sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manquement contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage.

Les juges de première instance ne sont pas non plus critiqués en ce qu'ils ont retenu qu'il appartient à SOCIETE2.) d'établir que dans l'exécution de sa mission de contrôleur technique du chantier de la résidence ALIAS1.), SOCIETE1.) a commis un manquement ou une faute contractuelle lui ayant causé préjudice.

En ce qui concerne la nature juridique de l'obligation à charge de SOCIETE1.), il appert de l'examen du jugement du 3 juillet 2018 qu'il y est retenu que la responsabilité de SOCIETE1.) n'est pas à considérer comme étant celle d'un constructeur et qu'elle ne doit pas être appréciée en fonction d'une obligation de résultat.

La Cour renvoie à ses développements ci-avant et retient dans la mesure où l'appel incident de SOCIETE2.) visant ce point a été déclaré irrecevable par l'arrêt du 6 juillet 2023, qu'il ne saurait être procédé à un réexamen de cette question.

Ce point décidé dans le jugement du 6 juillet 2023 étant acquis, il n'y a pas lieu d'y revenir.

Ensuite, en ce qui concerne le manquement reproché à SOCIETE1.), tel que les juges de première instance l'ont relevé, suivant la « convention de contrôle technique garantie décennale - gros ouvrages » signée le 27 juin 2000 entre SOCIETE3.) et SOCIETE1.) que cette dernière s'était vue confier une mission ayant pour but, d'une manière générale, « *de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans le cadre de la construction de la résidence « ALIAS1.) » à Diekirch* ».

En exécution de sa mission, SOCIETE1.) était, entre autres, tenue d'informer « *le maître de l'ouvrage des difficultés rencontrées dans sa mission* », de vérifier « *par sondages la conformité de l'exécution des travaux avec les plans et les spécifications techniques de contrôle* », de dresser « *les rapports de contrôle à destination de toutes les parties* », et au stade de la réception des travaux, de consigner « *ces observations au procès-verbal de réception* » et de rédiger « *après réception définitive, le rapport final qui sera soumis à l'assureur en vue de l'établissement du contrat d'assurance* ».

La Cour rejoint dès lors le tribunal en ce qu'il a déduit qu'il appartenait à SOCIETE1.) de formuler des réserves au moment de la réception en cas d'irrégularités constatées au niveau des travaux de construction de la résidence ALIAS1.).

Il résulte des éléments soumis à la Cour que dans le cadre de sa mission, SOCIETE1.) a informé SOCIETE3.) de certains problèmes détectés. Il se dégage

en effet des différents rapports établis par l'organisme de contrôle lors des visites sur le chantier amplement détaillés dans le jugement du 16 juin 2015 (pages 14 à 15) auquel la Cour se réfère, pour faire partie intégrante du présent arrêt, que SOCIETE1.) avait, entre autres, noté et mis en exergue des irrégularités au niveau de certains joints d'étanchéité, sollicité des renseignements supplémentaires concernant les traitements d'étanchéité des balcons et conseillé le maître de l'ouvrage sur les actions correctives à opérer, tandis que dans son « rapport RD6 Fin de travaux » du 15 novembre 2002, elle avait émis un « avis favorable » en indiquant qu'il n'y avait pas de réserves émises ni maintenues.

Or, conformément à sa mission, il aurait appartenu à SOCIETE1.) qui avait connaissance de divers problèmes techniques affectant les travaux de construction de la résidence ALIAS1.), de consigner ses observations au procès-verbal de réception et d'émettre des réserves dans son rapport final « après réception définitive », lequel est soumis à l'assureur, tel que prévu dans la convention de contrôle technique.

De telles réserves auraient en effet permis au promoteur/maître de l'ouvrage de faire procéder aux travaux de réfection/parachèvement qui s'imposaient, en vue d'éviter une action en responsabilité de la part des acquéreurs, ainsi qu'à l'assureur d'établir le contrat d'assurances en connaissance de cause et de prévoir, le cas échéant, des limitations voire exclusions de garantie sur les prestations dont question.

Contrairement aux développements de l'appelante, il importe peu que des irrégularités aient été signalées dans les rapports antérieurs voire que le promoteur n'ait pas continué l'ensemble des rapports de contrôle à son assureur, dans la mesure où la convention de contrôle technique prévoit expressément que seul le rapport final est transmis à l'assureur en vue de l'établissement du contrat d'assurance. SOCIETE3.) et SOCIETE2.) ont légitimement pu considérer à l'examen du rapport final indiquant qu'il n'y avait pas de réserves émises ni maintenues, qu'il fut, le cas échéant, remédié aux problèmes constatés précédemment.

La Cour approuve dès lors le tribunal en ce qu'il a retenu que la faute commise par SOCIETE1.) se trouve à l'origine du dommage invoqué par SOCIETE2.), à savoir le fait de devoir tenir quitte et indemniser SOCIETE3.) et SOCIETE4.) de leurs condamnations à procéder aux travaux de réfection nécessaires.

SOCIETE1.) reproche encore aux juges de première instance de ne pas avoir vérifié « si le dommage avait pu être minimisé », ce qui aurait été le cas si SOCIETE3.) respectivement SOCIETE2.) avaient procédé rapidement aux travaux nécessaires.

A défaut de préciser la nature et l'envergure des travaux qui auraient dû être exécutés rapidement et ne l'ont pas été, ainsi que d'expliquer en quoi il aurait appartenu au tribunal de vérifier « si le dommage avait pu être minimisé » les contestations de SOCIETE1.) en rapport avec le dommage existant sont à rejeter.

Il découle de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'appel de SOCIETE1.) n'est pas fondé et que le jugement déféré est à confirmer en ce qu'il a fait droit à la demande en garantie de SOCIETE2.) à l'encontre de SOCIETE1.).

La demande de SOCIETE2.) tendant au partage des coûts

Dans ses conclusions récapitulatives du 12 décembre 2022, SOCIETE2.) a formulé une demande en ces termes « *très subsidiairement, procéder à un partage des coûts de réfection entre les différentes parties en cause, et laisser le surcoût résultant d'un enrichissement sans cause engendré par le complexe de revêtement plus coûteux proposé par l'expert FISCH a charge du SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE ALIAS1.)* ».

Au vu de l'issue réservée à l'appel de SOCIETE1.) portant sur la demande en garantie de SOCIETE2.) à son encontre, cette demande de partage formulée dans un ordre subsidiaire est sans objet.

Il est partant superfétatoire d'analyser les développements des parties en rapport avec cette demande.

Les demandes accessoires

Eu égard à l'issue du litige, le jugement du 3 juillet 2018 est encore à confirmer en ce qu'il a rejeté « *les demandes respectives des parties* » en obtention d'une indemnité de procédure.

Au vu du sort réservé à leurs appels respectifs, SOCIETE1.) et SOCIETE2.) ne peuvent prétendre à une indemnité de procédure pour l'instance d'appel.

SOCIETE3.) et SOCIETE4.) ne justifiant pas l'iniquité requise par l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, leur demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure n'est pas fondée.

En revanche, il serait inéquitable de laisser l'entièreté des frais non compris dans les dépens de l'instance d'appel à charge du ORGANISATION1.). Il y a lieu de lui accorder une indemnité de procédure de 2.000.- euros.

Enfin, eu égard à l'issue du litige, le jugement du 3 juillet 2018 est encore à confirmer en ce qu'il a condamné SOCIETE3.), SOCIETE4.) et SOCIETE2.) in solidum aux frais et dépens de la première instance.

Compte tenu de l'issue de l'instance d'appel, les frais et dépens sont à mettre in solidum à charge de SOCIETE2.) et de SOCIETE1.).

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

statuant en continuation de l'arrêt N°74/23-IX-CIV du 6 juillet 2023,

déclare l'appel de l'association sans but lucratif SOCIETE1.) non fondé,

dit la demande la société anonyme SOCIETE2.) SA en partage des coûts sans objet,

confirme le jugement entrepris, quoique partiellement pour d'autres motifs,

déboute l'association sans but lucratif SOCIETE1.), la société anonyme SOCIETE2.) SA, la société anonyme SOCIETE3.) SA et la société anonyme SOCIETE4.) SA de leur demande en obtention d'une indemnité de procédure,

condamne l'association sans but lucratif SOCIETE1.), la société anonyme SOCIETE2.) SA in solidum à payer au SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE ALIAS1.) une indemnité de procédure de 2.000.- euros,

condamne l'association sans but lucratif SOCIETE1.) et la société anonyme SOCIETE2.) SA aux frais et dépens, avec distraction au profit de Maître Tom FELGEN, de Maître Jean MINDEN et de Maître André HARPES, qui la demandent, sur leurs affirmations de droit.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.